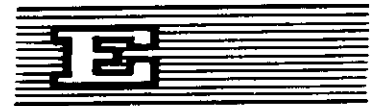




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/ECA/CM.9/16
15 mars 1983

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE
Quatrième réunion du Comité technique
préparatoire plénier
Addis-Abeba (Ethiopie), 14-22 avril 1983
Point 12 (b) de l'ordre du jour provisoire

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE
Dix-huitième session de la Commission et
neuvième réunion de la Conférence des
ministres de la Commission
Addis-Abeba (Ethiopie), 27 avril - 3 mai 1983
Point 12 D ii) de l'ordre du jour provisoire

FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Rapport sur les ressources nécessaires pour l'exercice
biennal 1984-1985

Rapport sur les ressources nécessaires pour l'exercice biennal 1984-1985
au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour
le développement de l'Afrique

1. Outre les ressources fournies à la Commission par l'Assemblée générale des Nations Unies à partir de son budget ordinaire, la Commission aura besoin de fonds extrabudgétaires de quelque 49 millions de dollars afin d'exécuter intégralement son programme de travail pour l'exercice biennal 1984-1985.
2. Il est prévu qu'une somme de 29 millions de dollars environ sur le montant indiqué ci-dessus proviendra d'autres sources du système des Nations Unies telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), le Programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU, le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et la Décennie des transports et des communications en Afrique. En outre, on attend 11 millions de dollars en provenance de gouvernements et d'organismes au titre d'accords de financement direct de projets. Si ces contributions sont apportées, il restera un solde de 9 millions de dollars environ, qu'il est actuellement demandé aux gouvernements et aux institutions financières de combler grâce à leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.
3. Les 23 projets pour le financement desquels cette somme de 9 millions de dollars environ est nécessaire sont énumérés dans l'annexe I, tandis que l'annexe II donne des résumés de ces projets. Les domaines d'activité prévus dans les crédits demandés pour ces projets sont la recherche et la planification socio-économiques (2 projets d'un montant de 2 401 600 dollars) ; l'industrie (5 projets d'un montant de 2 778 500 dollars) ; les établissements humains (4 projets d'un montant de 706 000 dollars) ; les ressources naturelles (5 projets d'un montant de 540 000 dollars) ; les questions commerciales et financières internationales (3 projets d'un montant de 2 162 560 dollars) ; l'alimentation et l'agriculture (2 projets d'un montant de 423 350 dollars) ; les statistiques (1 projet d'un montant de 140 000 dollars) ; et les transports et les communications (1 projet d'un montant de 147 000 dollars).

ANNEXE I

PROPOSITIONS DE PROJETS POUR L'EXERCICE 1984-1985 AU TITRE DU
FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Montant
(en dollars E.-U.)

Titre du programme et du projet

A. Questions et politiques relatives au développement

1. Modèles nationaux, sous-régionaux et régionaux de prévisions économiques à court terme et études des conditions économiques dans les pays africains	2 048 000
2. Réunions intergouvernementales d'experts des pays africains les moins avancés	353 600
Total partiel	2 401 600

B. Développement industriel

1. Développement des compétences autochtones en matière d'entreprise dans le domaine du développement industriel en Afrique	300 000
2. Développement de l'industrie sidérurgique ainsi que des industries du cuivre et de l'aluminium en Afrique	433 000
3. Développement des industries mécaniques dans la région africaine	469 000
4. Développement de l'industrie chimique dans la région africaine	512 500
5. Développement des agro-industries et de l'industrie forestière en Afrique	1 064 000
Total partiel	2 778 500

C. Etablissements humains et habitat

1. Evaluation des besoins exécution de programmes de formation et expansion d'établissements de formation en matière de planification physique en Afrique	85 000
2. Réunion d'un groupe <u>ad-hoc</u> d'experts en planification physique et en planification socio-économique (élément d'un projet de développement rural)	94 000

	Montant (en dollars E.-U.)
3. Assistance aux gouvernements des Etats membres pour la recherche de financement du logement	67 000
4. Développement de l'industrie des matériaux de construction en Afrique	460 000
Total partiel	706 000
D. <u>Mise en valeur des ressources naturelles</u>	
1. Elaboration et vulgarisation de technologies rurales appropriées en vue de l'approvisionnement des pays africains en eau potable	140 000
2. Inventaire des ressources minérales africaines	100 000
3. Assistance pour l'établissement d'une carte métallogénique de l'Afrique	80 000
4. Troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique	110 000
5. Mise en place d'une bibliothèque de référence et création d'un service de documentation au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre	110 000
Total partiel	540 000
E. <u>Commerce international et financement du développement</u>	
1. Développement du commerce et de la coopération monétaire et financière intra-africains	1 299 500
2. Création d'un fonds monétaire africain	552 310
3. Mise en place de bourses de produits	310 750
Total partiel	2 162 560
F. <u>Alimentation et agriculture</u>	
1. Amélioration de la situation nutritionnelle des populations rurales grâce à la réduction des pertes de produits alimentaires au cours du stockage, de la préservation et du traitement	146 900
2. Politiques de fixation des prix des produits agricoles	276 450
Total partiel	423 350

Montant
(en dollars E.-U.)

G. Statistiques

Bourses d'études au titre du Programme de formation
statistique pour l'Afrique

140 000

H. Transports et communications

Projet pilote d'entretien des routes sur le tas

147 000

Grand total

9 299 010

ANNEXE II

- A. Programme Questions et politiques relatives au développement
1. Titre du Projet : Modèles nationaux, sous-régionaux et régionaux de prévisions à court terme et études des conditions économiques dans les pays africains

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 2 048 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Lors de la première session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, les participants, après avoir examiné les études sur les conditions socio-économiques globales en Afrique, les études de cas par pays et les prévisions macro-économiques, ont recommandé que le projet susmentionné soit exécuté conjointement par la CEA, la BAD et l'IDEP.

Objectif : a) Etablissement de modèles de prévisions à court terme aux niveaux national, sous-régional et régional ;

b) Etudes sur les conditions économiques en Afrique aux niveaux national, sous-régional et régional.

Contributions : a) Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique fournira 2 048 000 dollars pour couvrir le coût du personnel engagé au titre du projet, les frais de voyage en mission ainsi que les dépenses diverses ;

b) La CEA, en sa qualité d'agent d'exécution, fournira les services d'appui nécessaires ;

c) La BAD et l'IDEP participeront en tant qu'agents d'exécution associés ;

d) Les gouvernements africains participants auront à fournir les données et les homologues nécessaires pour l'exécution du projet.

Produits : a) Collecte et utilisation optimale de données ;
b) Mobilisation des ressources humaines et formation ;
c) Mobilisation des ressources financières suffisantes à investir.

2. Titre du Projet : Réunions intergouvernementales d'experts des pays africains les moins avancés

Date de démarrage : Mars 1984

Coût estimatif : 353 600 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

La Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à Paris en septembre 1981 a adopté le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés du monde. Sur les 36 pays ainsi désignés, l'Afrique compte actuellement 26. Dans le présent programme, les principaux problèmes socio-économiques de structure des PMA ainsi que certaines mesures de politique générale requises pour surmonter ces problèmes sont exposés aux niveaux national, régional et international. Le secrétariat de la CEA a été prié dans ce cadre d'aider les pays africains les moins avancés à planifier et à formuler des programmes de même que de veiller à une exécution, un suivi et une surveillance efficaces du nouveau Programme substantiel d'action en Afrique.

Objectif : Aider les pays africains les moins avancés à élaborer des politiques et à formuler des programmes dans des domaines spécifiques du développement.

Contributions : a) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique : 168 mois-homme de services d'experts, 4 mois-homme de services de consultants et les frais de voyage ;

b) La CEA fournira les fonctionnaires devant participer au projet en rédigeant des études régionales et en assurant le service des séminaires. Elle contribuera également à la publication des études en vue des séminaires et assurera les autres services de secrétariat nécessaires.

Produits : Etudes approfondies sur les problèmes concernant certains domaines dans les PMA africains destinées à réduire ces problèmes ; rapport centré sur les politiques concernant les problèmes à l'examen et mesures concrètes à prendre en rapport avec les problèmes spécifiques aux niveaux national, régional et international. Services consultatifs aux gouvernements des PMA africains.

B. Programme : Développement industriel

1. Titre du projet : Développement des compétences autochtones en matière d'entreprise dans le domaine du développement industriel en Afrique.

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 300 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Le Plan d'action de Lagos exhorte les Etats membres à développer les compétences en gestion industrielle à la fois dans le secteur public et le secteur privé. La Conférence des ministres africains de l'industrie a, lors de sa sixième session, déclaré dans sa résolution 1 (VI) que l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique serait de plus en plus influencée par "le développement et l'utilisation systématique des compétences en matière d'entreprise industrielle en Afrique, compétences essentielles pour déterminer la taille et la structure des marchés, le choix ainsi que les méthodes de fabrication des produits". Par la suite, la Conférence des ministres de la CEA a approuvé cette résolution et demandé à la CEA, à l'OUA et à l'ONUDI de fournir un plus grand appui aux pays membres dans leurs efforts visant à exécuter le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

Objectif : Promouvoir un système de complémentarité dans lequel les entrepreneurs africains s'occupant des différents sous-secteurs industriels seraient encouragés à élaborer un projet commun en vue de la spécialisation dans différents produits et de l'échange de ces produits, et formuler des propositions en vue d'une assistance de l'Etat sous forme d'incitations, de mesures d'appui tarifaires et autres.

Contributions : a) Le Fonds d'affectation spéciale financera le personnel au titre du projet, le coût des réunions, des missions, des voyages et du matériel ;

b) Les gouvernements auront à assurer le transport au niveau local, à fournir le matériel, les informations et d'autres services en vue de faciliter l'exécution du projet ;

c) La CEA, en sa qualité d'agent d'exécution, fournira les services d'appui nécessaires.

Produits : Publications techniques générales pour faciliter la promotion et l'utilisation des compétences et ressources autochtones en matière d'entreprise industrielle ; réunion sur les questions de fond et le programme des activités dans le cadre de la fédération africaine de chambres de commerce et documents techniques en vue d'engager des consultations et des négociations de fond sous les auspices des comités sous-régionaux chargés des industries mécaniques, métallurgiques et chimiques ainsi que d'autres organismes appropriés responsables des produits alimentaires, de l'habillement et des produits textiles de même que des produits forestiers.

2. Titre du projet : Développement de l'industrie sidérurgique, de l'industrie du cuivre et de l'aluminium en Afrique

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 433 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Le Plan d'action de Lagos a identifié les instruments, l'outillage et les machines agricoles, le matériel dans le domaine des transports et des communications ainsi que le matériel de transmission et de distribution de l'électricité en tant que produits prioritaires. C'est ainsi que le présent projet est conçu de manière à contribuer à l'exécution des programmes de développement des industries mécaniques prévues dans le Plan d'action de Lagos et plus précisément dans la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

Objectif : Promouvoir et encourager la mise en place d'une industrie sidérurgique intégrée, d'installations de fabrication d'ouvrages à base de cuivre et d'aluminium pour le secteur de la construction ; l'énergie électrique ; les réseaux ferroviaires et la production de biens d'équipement ainsi que les industries mécaniques.

Contributions : a) Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique financera 20 mois-homme de services de consultants, 8 mois-homme de services de personnel administratif et d'appui, le coût des voyages, des missions, des réunions et de la formation.

Produits : Rapport sur l'écart entre l'offre et la demande de produits en alliages à base de carbone, en acier spécial et inoxydable, de produits en cuivre et en aluminium ; réunion intergouvernementale d'experts et rapports de préféabilité types.

3. Titre du projet : Développement des industries mécaniques en Afrique
- Date de démarrage : Janvier 1984
- Coût estimatif : 469 000 dollars
- Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
- Historique et justification :

Les recommandations de la première réunion du Comité intergouvernemental d'experts des industries mécaniques de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe indiquent que "les Etats membres devraient intensifier les activités liées au développement, à la modernisation et à la promotion des industries de base et les Etats membres ne possédant pas d'installations de fonderie devraient s'efforcer d'en installer d'ici à 1990". Il a été également recommandé lors de cette réunion qu' "il conviendrait d'entreprendre des études sous les auspices de la ZEP en collaboration avec la CEA, le CCI, l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies de manière à promouvoir un développement intégré de l'industrie des tracteurs et des transports", et que "les Etats membres devraient identifier les industries mécaniques pouvant faire l'objet d'un échange à l'intérieur de la sous-région et entreprendre les études détaillées sur les activités de suivi propres à assurer le développement des industries mécaniques avec un accent particulier sur la fabrication des outils, du matériel et de l'équipement de transport utilisés dans l'agriculture".

Objectif : Rationalisation et modernisation des industries mécaniques existant au niveau national dans la sous-région ; établissement d'études de préinvestissement connexes sur les industries motrices et agricoles, les industries du matériel de transport et de l'équipement électrique; promotion du développement de ces industries motrices et agricoles, du matériel de transport et de l'équipement électrique et établissement des modalités de coopération entre Etats membres.

Contributions : a) Le Fonds d'affectation spéciale financera 24 mois-homme de services de consultants, 9 mois-homme au titre du personnel administratif et d'appui, le coût des voyages, des missions, des réunions intergouvernementales et de la formation;

b) La CEA fournira 9 mois-homme de services d'administrateurs et d'autres services d'appui nécessaires pour l'exécution du projet;

c) Les gouvernements participants auront à fournir toutes les données et informations nécessaires ainsi que les cadres de contrepartie.

Produits : Rapports sur les industries mécaniques dans la sous-région; réunions intergouvernementales sous-régionales de négociation et études de préaisabilité types.

4. Titre du projet : Développement des industries chimiques en Afrique

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 512 500 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

L'importance du sous-secteur des industries chimiques, en particulier en tant qu'il fournit des facteurs de production intermédiaires indispensables à l'industrie, à l'agriculture et à d'autres activités économiques, a été reconnue dans le Plan d'action de Lagos et dans le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. La nécessité de produire des engrais et des pesticides afin d'accroître la productivité agricole et des produits pharmaceutiques afin d'améliorer la santé des populations s'impose par suite de l'amenuisement des réserves de devises étrangères disponibles pour l'importation de ces produits chimiques indispensables. Dans ces conditions, il n'y a d'autre solution pour l'Afrique que de produire ces produits chimiques et les produits connexes à partir de ses abondantes ressources naturelles.

Objectif : Rationalisation des industries chimiques nationales de base et des projets ayant une portée multinationale; poursuite de l'identification de ces produits chimiques de base; établissement et promotion des modalités de coopération entre Etats membres à ces projets essentiels; promotion de l'exécution de ces projets essentiels; et élaboration d'études de préinvestissement sur certains projets essentiels.

Contributions : a) Le Fonds financera 80 mois-homme de services de consultants, 24 mois-homme au titre du personnel administratif et d'appui, le coût des voyages, les missions, des réunions et de la formation;

b) Les gouvernements concernés auront à participer à l'exécution du projet en fournissant toutes les données et informations nécessaires ainsi que les cadres de contrepartie et en supportant les frais de leur participation;

c) La CEA fournira les services d'appui administratif et autres.

Produits : Identification de projets dans le secteur des pesticides et des produits pharmaceutiques; études sur les engrais et les pesticides de base et autres études nécessaires pour les comités intergouvernementaux d'experts des produits chimiques; et rapports des comités intergouvernementaux d'experts au niveau sous-régional sur les produits chimiques; réunions concernant l'investissement et la négociation.

5. Titre du projet : Développement des agro-industries et des industries forestières en Afrique

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 1 064 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Le développement de l'industrie du traitement des produits alimentaires en Afrique permettra d'améliorer les disponibilités alimentaires et de réduire les importations. Il contribuera à accroître l'autosuffisance en réduisant les pertes de produits alimentaires et grâce à la préservation de l'excédent dans le domaine alimentaire. En ce qui concerne les industries forestières, de la position d'exportateur net de produits du bois, l'Afrique s'est retrouvée à une position d'importateur net au cours des années 70, alors que le Plan d'action de Lagos préconise l'autosuffisance en matière de produits forestiers.

Objectif : Aider les gouvernements, les institutions s'occupant de l'investissement et les organismes multinationaux en identifiant des projets et en établissant des études de préinvestissement sur les produits découlant des agro-industries et des industries forestières; promouvoir la coopération entre Etats membres et développer les compétences techniques, ainsi qu'en matière de gestion et de commercialisation dans la région.

Contributions : a) Le Fonds financera 24 mois-homme de services de consultants, 24 mois-homme au titre du personnel administratif et d'appui, le coût des voyages, des missions et de la formation;

b) Les gouvernements concernés auront à participer à l'exécution du projet en fournissant toutes les données et informations nécessaires ainsi que les facilités pour les études et en libérant leurs experts et du personnel pour les réunions;

c) La CEA fournira les services d'appui administratif et autres.

Produits : Rapport sur l'écart entre l'offre et la demande ainsi que les implications de ce déséquilibre concernant divers produits découlant des agro-industries et des industries forestières; rapports de préféabilité types sur les produits découlant des agro-industries et des industries forestières; et rapports des réunions intergouvernementales.

C. Programme : Etablissements humains et habitat

Titre du projet : Evaluation des besoins, exécution de programmes de formation et expansion des établissements de formation en matière de planification physique en Afrique

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 85 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

La promotion et le développement des compétences en matière de planification physique à tous les niveaux en Afrique ont pris un caractère très urgent dans le passé récent en regard du développement du domaine des établissements humains comme il ressort du "Plan directeur révisé pour l'instauration du

nouvel ordre économique international en Afrique" et de la "Déclaration de Vancouver sur les établissements humains (1976)".

Objectif : Organiser, à partir d'une évaluation, des programmes de formation adéquats à l'intention du personnel africain des organismes responsables de la planification physique et des journées d'études sur le développement du domaine des établissements humains.

Contributions : a) Le Fonds financera 3 mois-homme de services de consultants, le coût des voyages, des journées d'études, des documents, des services d'appui administratif et assurera les dépenses diverses;

b) La CEA fournira les services d'appui nécessaires pour l'exécution du projet;

Produits : a) Publication sur les établissements et les programmes de formation dans le domaine des établissements humains en Afrique;

b) Rapport au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement sur les établissements et les programmes actuels de formation dans le domaine des établissements humains et sur les domaines se prêtant éventuellement à la coopération intra-africaine en matière de formation de personnel dans le domaine des établissements humains.

2. Titre du projet : Réunion d'un groupe ad hoc d'experts en planification physique et en planification socio-économique (élément d'un projet de développement rural)

Date de démarrage : Janvier 1984.

Coût estimatif : 94 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

La planification physique en Afrique doit accorder la priorité à l'élimination des déséquilibres économiques entre les différentes zones des pays et entre les pays grâce à une répartition géographique rationnelle des activités économiques ainsi qu'il est préconisé dans la Déclaration de Vancouver sur les établissements humains de 1976.

Objectif : Aider les gouvernements dans leurs efforts tendant à élaborer des politiques et des institutions appropriées qui auront un effet durable sur le développement du domaine des établissements humains et identifier et recommander des méthodes et des arrangements institutionnels appropriés au niveau national en vue d'intégrer la planification physique dans le processus de planification socio-économique.

Contributions : a) Le Fonds financera 5 mois-homme de services d'experts dans le domaine de la planification physique, le coût des missions dans les pays et de la réunion du groupe ad hoc d'experts;

b) Le CEA élaborera le document de base, fournira les services d'appui administratif et de secrétariat et se chargera de la supervision et de la coordination d'ensemble du projet.

Produits : a) Rapport sur l'expérience acquise par les pays africains dans les programmes de développement rural, l'accent étant mis en particulier sur les programmes de mise en valeur des bassins hydrographiques dans la réinstallation des populations rurales;

b) Rapport général à l'intention du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement sous forme d'un document de travail sur les programmes de développement intégré de l'habitat rural fondés sur l'expérience africaine.

3. Titre du projet : Assistance aux gouvernements des Etats membres pour la recherche de financement du logement

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 67 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Les gouvernements des pays africains ne peuvent, isolément, résoudre les problèmes dus à l'inadéquation et à l'insuffisance du logement. De ce fait, la coopération régionale et mondiale s'impose sous forme d'appui financier, technique et dans le domaine particulier.

Objectif : Aider les gouvernements des Etats membres à établir des mécanismes de financement du logement et/ou à créer des institutions connexes pour identifier les problèmes dans les projets de financement du logement à l'intention des groupes à faible revenu de la région et formuler des politiques novatrices ainsi que des mécanismes en vue de leur exécution; formuler des politiques et mettre en place des institutions pour le développement du domaine des établissements humains et coordonner les orientations en vue de la coopération multinationale et d'une assistance régionale.

Contributions : a) Le Fonds financera 3 mois-homme de services de consultants et le coût d'une réunion d'experts;

b) La CEA en sa qualité d'agent d'exécution, fournira au projet l'appui nécessaire.

Produits : a) Principes directeurs sur les modalités de financement des projets de logement à l'intention des habitants des campagnes et ceux des villes à faible revenu;

b) Publication, en coopération avec le projet Shelter-Afrique sur l'institution africaine de financement du logement, sur les moyens permettant de tirer le plus grand parti des services que cette institution régionale de financement du logement fournira en vue de faciliter l'exécution des projets nationaux de construction de logements à bon marché.

4. Titre du projet : Développement des industries des matériaux de construction en Afrique

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 460 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Il y a une pénurie aiguë de matériaux de construction dans la plupart des pays africains. Les importations annuelles de matériaux de construction ont été estimées à 950 millions de dollars. Etant donné que le Plan d'action de Lagos met l'accent sur la réalisation de l'autosuffisance dans le domaine des matériaux de construction, la Commission économique pour l'Afrique exécute un programme de développement des matériaux de construction et du bâtiment depuis 1979, programme qui est financé par le PNUD. L'importance que la

poursuite de ce projet au-delà de 1983 revêt a été soulignée dans les résolutions du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, de la Conférence des ministres africains de l'industrie et du Conseil des ministres des MULPOC de Niamey et de Gisenyi.

Objectif : Le projet vise à promouvoir la décentralisation et la diversification de la production des matériaux de construction essentiels en tant que moyen d'accroître rapidement les capacités locales de production de matériaux de construction et d'accélérer l'exécution des programmes nationaux de construction.

Contributions : a) Le Fonds financera 27 mois-homme de services de consultants, 10 mois-homme au titre du personnel administratif et d'appui, le coût des voyages, des missions et de la formation;

b) Les gouvernements concernés auront à participer à l'exécution du projet en fournissant toutes les données et informations nécessaires ainsi que les cadres de contrepartie;

c) La CEA fournira les services d'appui administratif et autres.

Produits : Rapport de préféabilité sur la mise en place de petites cimenteries, d'usines de panneaux de particules et de ciment agglomérés; directives en vue de la production de briques de ciment, de chaux, de pouzzolane, d'argile et de tuiles pour toiture; et installation d'une usine pilote sous-régionale avec projet de démonstration.

D. Programme : Mise en valeur des ressources naturelles

1. Titre du projet : Mise au point et vulgarisation de technologies rurales appropriées en vue de l'approvisionnement des pays africains en eau potable

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 140 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Dans nombre de pays africains en particulier dans les zones rurales, l'eau potable est pratiquement inexistante. L'approvisionnement des zones rurales en eau potable par les techniques classiques est une activité à très forte intensité de capital exigeant une infrastructure perfectionnée

ainsi qu'une technologie complexe. Des technologies rurales appropriées peuvent résoudre le problème de l'approvisionnement en eau potable, si elles sont simples, peu coûteuses et peuvent être facilement disponibles dans les foyers ruraux. La fourniture d'une eau potable a été soulignée par les Nations Unies qui ont proclamé la période 1981-1990 Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

Objectif : Déterminer une stratégie pour le choix des éléments les plus appropriés d'une unité pilote d'application des technologies rurales; adapter et installer l'unité sur le site choisi; démontrer l'utilité de la technologie dans le contexte local et contribuer à vulgariser et à mettre au point la technologie dans les zones environnantes.

Contributions : a) Le Fonds financera 6 mois-homme de services d'experts, 1 mois-homme de services d'un coordonnateur, 1 mois-homme de services de consultants, 1 mois-homme de services d'appui administratif et le coût du matériel;

b) Le CEA fournira les services d'appui administratif nécessaires à toutes les phases de l'exécution du projet;

c) Les gouvernements concernés devront désigner un organisme local approprié pour assurer la liaison avec l'agent d'exécution ainsi qu'un agent de contrepartie local.

Produits : Construction de l'infrastructure et des bâtiments nécessaires pour accueillir l'unité; achat, transport, adaptation et mise en place de l'unité pour démontrer l'utilité de la technologie dans le contexte local; assistance pour la diffusion et la mise au point des techniques dans les zones environnantes et évaluation du projet.

2. Titre du projet : Inventaire des ressources minérales africaines

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 100 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Dans le Plan d'action de Lagos, lors de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales et de la

sixième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, les Etats membres ont été priés d'acquiescer les connaissances techniques relatives au potentiel dont ils disposent en matière de ressources minérales grâce à des inventaires adéquats aux niveaux national, sous-régional et régional.

Objectif : Indication d'orientations et fourniture d'une assistance technique aux Etats membres en vue d'une classification unifiée des ressources et de l'élaboration de méthodes appropriées d'évaluation.

Contributions : a) Le Fonds financera 3 mois-homme de services de consultants et le coût des voyages et des publications;

b) La CEA fournira 12 mois-homme de services d'administrateur;

c) Les gouvernements concernés auront à fournir les services de contrepartie ordinaires.

Produits : Publications techniques contenant les principes directeurs nécessaires pour l'inventaire relatif à deux produits principaux dans deux sous-régions.

3. Titre du projet : Assistance pour l'établissement de la carte métallogénique de l'Afrique

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 80 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Lors de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (Arusha) et d'une réunion de la Conférence des ministres de la CEA, les Etats membres ont été invités à appuyer l'établissement de cartes thématiques régionales.

Objectif : Publication de la carte métallogénique de l'Afrique

Contributions : a) Le Fonds financera 18 mois-homme desservices d'un géologue et d'un dessinateur;

b) Les gouvernements africains fourniront la documentation de base;

c) L'UNESCO financera les services du chef de projet.

Produits : Carte métallogénique de l'Afrique avec notes explicatives.

4. Titre du projet : Deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique

Date de démarrage : Janvier 1985

Coût estimatif : 110 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

La Conférence des ministres de la CEA a, dans sa résolution 406 (XVI), fait sienne l'idée de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales d'accroître la production et la consommation locale de ressources minérales en Afrique.

Objectif : Examiner les progrès réalisés dans l'application des recommandations des première et deuxième conférences régionales et compte tenu des circonstances qui prévalent, formuler de nouveaux programmes d'action aux niveaux national, sous-régional et régional.

Contributions : a) Le Fonds financera les services de consultants, le coût des missions, de l'élaboration des documents ainsi que les services d'interprètes bilingues;

b) Le gouvernement du pays hôte fournira 100 000 dollars en espèces et en nature;

c) La CEA fournira des services d'un fonctionnaire au titre du budget ordinaire.

Produits : Trois rapports techniques (documents de base) et services de fond pour la Conférence.

5. Titre du projet : Mise en place d'une bibliothèque de référence et création d'un service de documentation au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 110 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Les recommandations du Plan d'action de Lagos et de la Conférence régionale pour la mise en valeur des ressources minérales de même que la résolution 406 (XVI) de la Conférence des ministres de la CEA ont appuyé un traitement local plus poussé des ressources minérales en Afrique.

Objectif : Aider le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre à mettre en place un centre d'information sous-régional pour l'échange d'informations sur les activités géologiques et minières.

Contributions : Le Fonds financera 1 mois-homme de services de consultants, la formation d'un bibliothécaire, l'acquisition de l'équipement, des manuels et des revues. Le gouvernement hôte fournira une salle servant de bibliothèque et les services d'un bibliothécaire.

Produits : Une bibliothèque fonctionnelle et un service de documentation au Centre.

- E. Programme : Commerce international et financement du développement

1. Titre du projet : Développement du commerce et de la coopération monétaire et financière intra-africains

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 1 299 500 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

La mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos exige qu'au cours des années 1984 et 1985, les activités au titre de projets soient centrées sur les domaines prioritaires, à savoir l'assistance pour la création et/ou le renforcement d'institutions nationales, sous-régionales et régionales dans le domaine du commerce, de la coopération monétaire et financière et du financement par le crédit à l'exportation ainsi que de l'identification des produits pouvant faire l'objet d'échanges entre les pays africains.

Objectif : a) Aider les pays africains à réduire progressivement et à éliminer ultérieurement les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce intra-africain en vue de promouvoir les échanges entre pays africains;

b) Fournir une assistance aux pays africains pour la création et/ou le renforcement d'institutions commerciales sous-régionales et régionales orientées vers le développement du commerce intra-africain;

c) Promouvoir l'établissement de liens entre les différentes institutions commerciales sous-régionales en vue de les intégrer dans le marché commun africain;

d) Elaborer et appliquer des politiques et des mesures appropriées et renforcer ou mettre en place des institutions aux niveaux national, sous-régional et régional dans le domaine de la coopération monétaire et financière afin de promouvoir le commerce intra-africain;

e) Promouvoir la mise en place et le renforcement de systèmes de financement par le crédit et d'assurance crédit à l'exportation aux niveaux national, sous-régional et régional.

Contributions : Le Fonds fournira 144 mois-homme de services de personnel au titre du projet de services de personnel d'appui administratif ainsi que le frais de voyage et de formation.

Produits : Rapports aux Etats membres sur l'identification des barrières faisant, aux niveaux sous-régional et régional, obstacle au commerce intra-africain et recommandations en vue de leur élimination; commerce entre pays africains; identification des produits existants et potentiels à échanger entre pays africains; étude de faisabilité sur la mise en place de bourses de produits agricoles pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe ainsi que l'Afrique de l'Ouest; négociations commerciales multilatérales sur l'expansion des échanges au sein des organisations sous-régionales existantes; renforcement des institutions existant actuellement dans le domaine des échanges, des questions monétaires et financières et du financement par le crédit à l'exportation; et formation et organisation d'un séminaire sur la coopération monétaire et financière en Afrique.

2. Titre du projet : Création d'un fonds monétaire africain

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 552 310 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies
pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Lors du Sommet économique tenu à Lagos en avril 1980, les chefs d'Etat africains ont décidé qu'il fallait nécessairement jeter solidement les bases de la mise en place de systèmes monétaires et financiers rationnels en Afrique au niveau tant sous-régional que régional. A cet égard, ils ont décidé, entre autres, de créer un fonds monétaire africain au plus tard en 1985 pour aider à surmonter les problèmes susmentionnés. A cet effet, un groupe d'experts de haut niveau chargé d'étudier la question et de faire des recommandations sur les modalités de création d'un fonds monétaire africain s'est réuni en octobre 1982 à Addis-Abeba. On a adopté les principes directeurs régissant l'étude sur la création du fonds monétaire africain et son mandat de même qu'un calendrier de travail indicatif pour l'exécution du projet y relatif.

Objectif : Aider les Etats membres en fournissant des fonds pour réduire le déficit de la balance des paiements relatif aux comptes courants et pour des aménagements structurels en vue de soulager la balance des paiements; promouvoir la convertibilité des monnaies nationales et constituer un mécanisme pour l'harmonisation des politiques en matière de taux de change dans les pays africains et pour l'institution d'un régime approprié en matière de taux de change pouvant assurer la stabilité des taux de change des Etats membres.

3. Titre du projet : Mise en place de bourses de produits

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 310 750 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies
pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

La Conférence des ministres de la CEA a, lors de sa cinquième réunion tenue à Rabat, décidé de mettre en place des bourses de produits agricoles et non agricoles en Afrique. Ce même projet figure dans le Plan d'action de Lagos. Le continent africain est en retard sur les autres régions en développement en matière de production alimentaire, laquelle n'a pas augmenté au même rythme que la population. La question de l'autosuffisance en matière de production alimentaire et d'échanges connexes est d'une importance capitale. Au cours des quelques dernières années, le commerce intra-africain des produits alimentaires ne s'est pas accru en raison de l'insuffisance de la production alimentaire, des installations de stockage, des informations à échanger sur les produits alimentaires disponibles et sur leurs prix. Dans ce cadre, la mise en place de bourses de produits en Afrique doit permettre l'amélioration du schéma actuel des échanges de produits agricoles et d'encourager la coopération sous-régionale en la matière en vue de développer les bourses de produits en Afrique même.

Objectif : Fournir des informations sur les produits disponibles, les prix, la situation en matière d'offre et de demande de produits spécifiques essentiels; établir des institutions secondaires de promotion commerciale et aider les pays africains à obtenir les meilleurs prix pour leurs produits primaires.

Contributions : a) Le Fonds financera le coût du personnel international, des voyages, des missions et les autres dépenses connexes;

b) La CEA fournira les services de secrétariat et les services consultatifs supplémentaires;

c) Le gouvernement hôte doit fournir une assistance en nature.

Produits : Informations sur la structure des marchés, les prix et les échanges des produits agricoles; études de faisabilité et rapports techniques sur la mise en place de bourses de produits; formation en groupe et journées d'études; cadre institutionnel et structure organisationnelle détaillée des bourses de produits envisagés.

F. Programme : Alimentation et agriculture

1. Titre du projet : Amélioration de la situation nutritionnelle des populations rurales grâce à la réduction des pertes de produits alimentaires au cours du stockage, de la préservation et du traitement

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 146 900 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Le Plan d'action de Lagos met l'accent sur la nécessité de réduire les pertes de produits alimentaires de moitié d'ici à l'an 2000 dans le cadre du Plan alimentaire régional pour l'Afrique,

Objectifs : Etablir un inventaire des aliments de base consommés au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe afin d'évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle dans ces pays; identifier et évaluer les techniques disponibles utilisées dans le stockage, le traitement et le transport des produits céréaliers de base; étudier le problème du stockage des céréales et de préservation des denrées périssables; examiner et identifier de bons systèmes de réduction des pertes de produits alimentaires; et organiser des programmes de formation en matière de nutrition, grâce à la réduction des pertes de produits alimentaires au cours du stockage, du traitement, de la préservation et de la préparation des produits alimentaires.

Contributions : a) Le Fonds financera 5 mois-homme de services de consultants, 12 mois-homme de services d'appui sur le terrain, le coût des voyages, de la formation, du matériel et des rapports;

b) Les gouvernements concernés fourniront l'appui administratif et logistique nécessaire pour l'organisation des stages de formation;

c) La CEA fournira l'appui nécessaire pour l'exécution du projet.

Produits : Une plus grande connaissance des problèmes se posant après la production, amélioration de la qualité nutritive des disponibilités alimentaires et relèvement du niveau de vie des populations rurales grâce à l'augmentation des disponibilités alimentaires; rapport sur les techniques de traitement et de préservation des produits alimentaires et publication technique sur la réduction des pertes de produits alimentaires après récolte.

2. Titre du projet : Politiques de fixation des prix des produits agricoles

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 276 450 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Des prix peu rémunérateurs ont contribué à affaiblir la performance agricole qui a, à son tour, influé sur la croissance économique. Ainsi le Plan alimentaire régional pour l'Afrique invite instamment les pays africains à adopter des politiques et des incitations adéquates en matière de prix en vue d'améliorer les projets de développement agricole.

Objectifs : Examiner la pratique en vigueur en matière de systèmes de prix et étudier et évaluer les effets de l'intervention de l'Etat dans la fixation des prix et les effets de cette intervention sur la production et la consommation de produits alimentaires ainsi que l'adoption de technologies améliorées.

Contributions : a) Le Fonds financera 2 mois-homme de services de consultants, 12 mois-homme de services d'appui sur le terrain, le coût des voyages et des missions;

b) Les gouvernements concernés auront à fournir des services consultatifs et les installations;

c) La CEA se chargera de la coordination dans l'exécution du projet, de l'élaboration des principes directeurs et du mandat destinés aux consultants, de l'établissement du programme de travail et de la présentation du rapport aux organes directeurs des MULO.

Produits : Recommandations sur la formulation et l'application de mesures visant à accroître la production alimentaire aux niveaux national et sous-régional; organisation et harmonisation des politiques de fixation des prix des produits alimentaires au niveau sous-régional et amélioration des politiques d'incitation pour accroître la production alimentaire.

G. Programme : Statistiques

Titre du projet : Bourses d'études au titre du Programme de formation statistique pour l'Afrique

Date de démarrage : Janvier 1984

Coût estimatif : 140 000 dollars

Sources de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Il existe à l'heure actuelle un projet en cours dont le financement est assuré par le PNUD et qui est intitulé "Soutien opérationnel pour l'amélioration et le développement du PFSA. Des fonds ont été également reçus de la CEE, du Secrétariat du Commonwealth, du Gouvernement français, du SIDA, de l'USAID et de la République fédérale d'Allemagne. La CEE examine actuellement sous un angle favorable des projets séparés en vue de l'équipement. L'approbation du présent projet indiquera clairement que les gouvernements africains sont disposés à jouer leur rôle qui est le leur dans l'appui au Programme de formation statistique en Afrique.

Objectifs : Veiller à ce que la région dispose d'une offre suffisante de personnel statistique qualifié pour les bureaux de statistique et d'autres services de l'Etat ainsi que pour le secteur privé.

Contributions : Coût de 20 bourses d'études; 10 bourses par an.

Produits : 20 stagiaires formés de niveau moyen pour les années 1984-1985.

H. Programme : Transports et communications

Titre du projet : Projet pilote d'entretien des routes sur le tas

Date de démarrage : Février 1984

Coût estimatif : 147 000 dollars

Source de financement : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

Historique et justification :

Les gouvernements africains ont, au cours des 20 dernières années, investi massivement dans l'infrastructure et ont mis en place leurs réseaux routiers urbain et rural pour permettre le développement national. Malheureusement, leur capacité d'entretenir les réseaux existants ne s'est pas accrue au rythme voulu. L'élément le plus important dans l'ensemble des travaux d'entretien des routes est le système de drainage. L'entretien du système de drainage par des techniques à forte intensité de main-d'oeuvre est considérée comme idéale dans le contexte africain. Cette méthode devrait effectivement renforcer l'autosuffisance et faire la preuve. l'applicabilité des technologies appropriées.

Objectif : Mettre sur pied un projet pilote d'entretien des routes à forte intensité de main-d'oeuvre et exécuter des travaux d'entretien du système de drainage sur un tronçon de route choisi dans un cadre urbain, démontrer que le dégagement en temps opportun des fossés et des opérations de point à temps par des travailleurs et des outils manuels permettraient aux gouvernements d'économiser un volume considérable de ressources actuellement dissipées en Afrique pour remettre en état les réseaux qui se sont détériorés en raison de la négligence et du report des travaux d'entretien.

Contributions : a) Le Fonds financera 6 mois-homme de services de chefs de chantier, 12 mois-homme de service de chef d'équipe, le coût de 230 manoeuvres pour six mois, de l'essai du matériel, des rapports et des documents;

b) La CEA fournira un administrateur de projets pour organiser, suivre et contrôler l'exécution du projet;

c) Les gouvernements participants collaboreraient en choisissant le tronçon pour le projet de démonstration et en aidant à engager la main-d'oeuvre locale au titre du projet.

Produits : Rapport aux Etats membres sur la performance d'un tronçon routier bien drainé après exécution de travaux d'entretien du système de drainage à forte intensité de main-d'oeuvre sur une section du réseau urbain tel qu'il a été indiqué, et sur sa durabilité et sa praticabilité, rapport accompagné de conclusions et recommandations.